

Colloque Raymond Aron
« Les conséquences politiques de la mondialisation »

Thierry de Montbrial
11 mars 2005

Après les conséquences économiques de la paix, voici les conséquences politiques de la mondialisation. Je vais imiter Daniel Cohen sur deux points : le premier, en ne dépassant pas le temps qui m'est imparti ; le second, en faisant un peu de théorie. Par ailleurs, je m'appuierai sur l'un de mes livres, d'inspiration aronienne, *L'Action et le système du monde*, lequel, je crois, fournit quelques concepts qui peuvent être utiles aujourd'hui.

Tout d'abord, je voudrais revenir un instant sur la notion de mondialisation. Je pars d'un concept simple qui est universel, me semble-t-il, celui d'*unité active*. J'appelle *unité active* tout groupe humain structuré par une culture commune et une organisation. Culture, organisation, l'un d'ailleurs pouvant partiellement compenser l'autre. Si la culture est faible, elle peut être compensée par une organisation plus forte et vice-versa. Une unité active peut être aussi bien une Eglise, une association, une entreprise, qu'un Etat au sens habituel du terme ou une organisation criminelle comme Al-Qaida. C'est extrêmement général. J'appelle dans ces conditions « mondialisation » la tendance – le mot important ici est tendance – pour toute unité active de raisonner stratégiquement à l'échelle planétaire. Il s'agit d'une tendance, et ce qui est important, c'est qu'une tendance ne va pas nécessairement jusqu'au bout de la trajectoire. Cette tendance, par exemple, était présente, comme l'a rappelé Daniel Cohen, à la fin du XIX^e siècle ; elle a été brisée par les deux conflits mondiaux. Il se peut, on ne peut l'exclure, que la tendance actuelle soit brisée un jour. En toile de fond, il y a un phénomène qui n'a pas été encore mentionné, celui de la révolution des technologies de l'information. Les révolutions industrielles et les mondialisations ont pour cause commune des révolutions de ce type. Mais l'actuelle révolution industrielle qui n'en est à mon avis, qu'à ses débuts, est la plus ample de toutes celles de l'histoire de l'humanité. Ceci est le premier point.

A ce stade, je rappellerai également une notion très importante, mais que je n'ai pas le temps de développer, à savoir la vieille distinction des économistes entre bien privé et bien public, ou bien collectif, notion reprise constamment aujourd'hui par les politologues, sans cependant qu'il y ait à mon avis, une cohérence complète entre les deux points de vue. Les économistes partent de la notion de distinction entre rivalité et exclusivité : un bien privé est un bien rival et exclusif (par exemple, si je mange un bifteck, quelqu'un d'autre ne peut pas le manger en même temps), et l'exclusivité, c'est la possibilité technique d'exclure quelqu'un d'autre de la consommation. Un bien privé est un bien rival et exclusif, un bien collectif –public quand il s'agit d'une unité politique, c'est-à-dire une unité active souveraine ou qui se considère comme souveraine, ce qui n'est pas exactement la même chose – est un bien non rival et non exclusif. Après 40 ans de réflexion sur le sujet, je suis arrivé à la conclusion que les biens privés existent parfois, mais les biens publics n'existent pas. Ou plus exactement le seul bien collectif qui existe, ou le seul bien public qui existe dans le cas d'une unité politique, est ce bien en tant que tel. Mais les traductions opérationnelles du bien collectif, sont des versions dégradées de

la notion abstraite – de même que la réalité selon Platon est la version dégradée de l'Idée – et ce sont les organisations des unités actives ou des unités politiques, les gouvernements dans le dernier cas, qui interprètent ce qu'est le bien collectif. Mais vous remarquerez que, dans la plupart des cas, ce qu'on décrète être le bien collectif ou le bien public, relève de la décision des gouvernants ; ce n'est pas une vision universellement partagée.

Une autre notion préalable importante est la très vieille notion - mais je crois qu'elle est capitale – d'accélération de l'histoire. L'humanité a vécu pratiquement tout le temps dans un monde cyclique et stagnant. Mais aujourd'hui bien malin serait celui ou celle d'entre nous qui serait capable de parler d'une manière un peu rigoureuse de ce que sera le monde d'ici 50 ans et a fortiori dans 100 ou 200 ans. Au regard du développement technologique actuel, je crois qu'il faut être extrêmement humble et j'y reviendrai en conclusion.

Tout ceci étant rappelé, je voudrais ajouter quelques mots sur les rapports entre territoires et cultures qui sont au cœur de la problématique politique. L'actuelle révolution industrielle des technologies de l'information et la mondialisation qui en est la conséquence, remet en question de façon radicale les notions duales de nationalité et de souveraineté. Cette problématique n'est pas nouvelle et elle est même probablement aussi ancienne que les concepts eux-mêmes. Mais elle apparaît de façon totalement renouvelée. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, parler de la « fin des territoires » est une absurdité. Nous vivons tous sur des territoires et nous y sommes même en général assez attachés. Seule une toute petite couche de gens ne l'est pas vraiment. En revanche, il est certain que l'appartenance à un territoire ou à une culture, ne sont plus des notions binaires. Il y a des degrés d'appartenance, et ceux qui ont un peu de formation mathématique reconnaissent aussitôt la notion d'ensemble flou. Qu'est-ce qu'un ensemble au sens ordinaire du terme ? L'on y appartient ou l'on n'y n'appartient pas. Un ensemble flou se réfère à un degré d'appartenance. On y appartient plus ou moins. Je pense que la conséquence de la mondialisation selon la définition que j'en ai donnée, est que la nationalité et la souveraineté, ou plutôt l'appartenance territoriale, est aujourd'hui une question de degré d'appartenance et qu'il ne s'agit plus d'une question binaire. Le degré de l'appartenance, c'est une culture. On peut se sentir plus ou moins proche de plusieurs cultures à la fois. D'où le double phénomène d'élargissement et de rétrécissement – les deux n'étant pas incompatibles – des espaces de décision pertinents pour les affaires collectives, en gardant à l'esprit l'idée du caractère non absolu des biens collectifs ou des biens publics, puisque ce sont les organisations elles-mêmes à travers leurs procédures qui décrètent ce qui est plus ou moins collectif.

Elargissement et rétrécissement : ceci est évident quand on réfléchit à l'Europe. C'est probablement le cas d'application le plus simple, où les espaces pertinents de décision sont de plus en plus grands. Une des raisons fondamentales de l'unification européenne, est justement la recherche d'une taille appropriée pour les décisions à caractère collectif ou public, ce qui n'empêche pas qu'en même temps – et cela renvoie à la notion de principe de subsidiarité – pour de nombreuses décisions, des espaces de décision, des espaces territoriaux au contraire plus réduits sont appropriés. Il n'y a donc pas contradiction entre les deux et ceci entraîne une situation

extrêmement difficile à gérer, en particulier pour les vieux Etats-nations qui confondent quelques générations avec l'éternité, c'est à dire qui considèrent que le fait qu'une nation existe est un fait éternel, en oubliant que, même sur le plan géologique, tout évolue en quelques millions d'années. Et même à une échelle beaucoup plus courte, où en sera le climat de la France dans deux ou trois mille ans par exemple ? La France existera-t-elle encore au sens physique du terme ? La notion-clé est donc celle de souveraineté partagée, laquelle ne s'identifie pas – comme un certain nombre de nos amis nouveaux venus dans l'Union européenne, ont eu tendance à le croire – à la souveraineté limitée de M. Brejnev.

En arrière-plan, il y a évidemment la problématique de l'évolution des cultures puisque les cultures changent en même temps. Tout ce que je viens de dire s'applique évidemment à l'Union européenne, où une culture commune est en train de se forger sous nos yeux mais à une échelle de temps qui se mesure en générations. La combinaison des passeports communs, des transports faciles, du téléphone portable et de l'Internet produit des changements culturels fondamentaux. Aujourd'hui, les grandes ambitions sur le plan politique ne sont plus au niveau national. Elles sont au niveau européen. Ce qui intéressera ceux qui ont 20 ou 30 ans aujourd'hui et veulent faire de la politique, ce sera d'avoir de grands postes au niveau européen, ce qui les forcera par exemple, à apprendre les langues, à s'intéresser effectivement aux autres. Cette évolution entraîne des transformations extrêmement profondes. Sur le plan politique, il est passionnant de constater que la problématique des ensembles multi-ethniques, vieille problématique que les Français comprennent très mal car nous en sommes intrinsèquement incapables - c'est étranger à notre propre culture - est exactement celle de la construction européenne. Le principe des nationalités m'a toujours paru, personnellement, un principe radicalement faux, pour parler comme Daniel Cohen évoquant certaines théories économiques ; il existe des objets politiques qui sont multi-ethniques à toutes les échelles. On pourrait les appeler des objets multi-ethniques de caractère fractal. C'est le cas très largement de la Russie qui a toujours été fractale à cet égard. Si on voulait appliquer le principe des nationalités à la Russie, certains l'ont fait – le géographe Roger Brunet par exemple – et si l'on regardait une carte de la Russie après en avoir enlevé toutes les minorités, il resterait une espèce de dentelle, si j'ose dire, informe. Par conséquent, je crois que la problématique politique fondamentale pour les décennies qui viennent – ceci fera la transition avec le propos de Jacques Lesourne – est : comment faire pour gouverner (au sens de la gouvernance) de façon démocratique des ensembles multiculturels et multi-ethniques ? De ce point de vue-là, l'Union européenne me paraît être un extraordinaire laboratoire qui, naturellement, ne peut fonctionner qu'à l'échelle des générations.

Ce qui précède conduit à repenser l'utopie de la paix universelle. Les problématiques de type disons Abbé de Saint-Pierre, Kant, Habermas ou autres, ces problématiques qui apparaissaient très largement utopiques au moment où elles ont été formulées, rentrent aujourd'hui dans le champ de ce que l'on peut appeler la réalité. Ou tout au moins il faut à nouveau les prendre en considération car la recherche de modes de gouvernance est probablement vital pour la survie même de l'humanité, pour que notre planète existe encore - malgré cette extraordinaire accélération dont je parlais au début - dans quelques générations, et a fortiori dans quelques centaines d'années.

Trois remarques par conséquent pour conclure. Premièrement, cette problématique de l'universalité apparaît typiquement évidente sur le plan économique. Dans mon « jeune temps », on parlait beaucoup du Club de Rome, lequel a dit beaucoup de bêtises dans son premier rapport « Halte à la croissance », mais posait de vrais problèmes. Les questions étaient traitées d'une manière un peu grossière, un peu malhabile mais les problèmes eux-mêmes étaient posés. Il avait même déjà soulevé l'embryon de la problématique de l'effet de serre. Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, on ne peut plus faire l'économie de ces questions à caractère global. En extrapolant on rejoint là le débat à propos de la Turquie. En poussant à l'extrême la logique de l'expansion universelle, de l'élargissement européen, le plus grand succès de l'élargissement de l'Union européenne serait de s'étendre à la planète toute entière. Ce serait en effet le succès de l'émergence d'une forme de gouvernance globale. Ceci renvoie à la vieille problématique paix et guerre. *Paix et guerre entre les nations*, concerne les relations internationales au sens classique. Mais si, comme je le pense fondamentalement, les réalités nationales sont en train de se dissoudre lentement mais sûrement, le problème n'est plus tellement celui de la paix et de la guerre - puisque par définition la notion de guerre se rapporte à des unités politiques clairement distinctes, des ensembles nets et non flous - mais celui de la violence et de sa répartition. Si l'on admet qu'il existe dans le monde une sorte de quantité de violence constante - au sens où Freud parle de l'énergie par exemple, dans un sens un peu flou là aussi - la véritable question est alors tout d'abord de se demander si l'on peut réduire cette quantité de violence constante à court terme - elle est peut être réductible sur le long terme -, et surtout si l'on peut transformer les formes sous lesquelles cette violence s'exprime ? Je n'ai pas la réponse. S'il existe une gouvernance mondiale, on ne parlera plus de guerre, il n'y aura plus que des problèmes de police par exemple. D'ailleurs cette substitution partielle de la problématique policière à la problématique militaire est déjà très largement rentrée dans les faits.

Mais, et c'est mon dernier mot, la mondialisation n'a pas un caractère inéluctable dans le sens où cette tendance irait effectivement au terme de sa trajectoire. L'histoire est pleine de ruses, et l'une des ruses que le déroulement actuel de l'histoire nous réserve peut-être, pourrait être une nouvelle forme d'interruption. J'ai tendance à penser que si cela devait se produire, ce serait probablement sous une forme dramatique.

Débat :

Jean-Claude Casanova : est-ce qu'il y a des questions ?

Paul Van Velthoven, journaliste hollandais :

Je voudrais poser une question à M. Lesourne et M. de Montbrial. Vous avez parlé du système international mais l'expérience actuelle avec la politique internationale ne pose-t-elle pas que le système comme décrit par Raymond Aron dans *Paix et guerre* est toujours valable ? Vous avez fait référence à un gouvernement universel et Aron a toujours dit que cela ne fonctionnerait pas. Et l'hégémonie américaine, comme on peut voir maintenant, elle est contestée partout. Pourriez-vous évaluer sa vision dans *Paix et guerre* ?

Jacques Lesourne :

Je crois que Raymond Aron avait fait un parallèle, excellent d'ailleurs, entre les formes de relations entre les Etats et les formes de concurrence assez familières aux économistes. Et que notamment le duopole avait été examiné, en particulier dans les relations russo-américaines. Il ne fait aucun doute qu'actuellement la tendance prédominante c'est la tendance que j'avais appelée réaliste c'est-à-dire de relations, de puissance entre des groupes d'Etats. Plus que le multilatéralisme. Mais on constate d'abord que le multilatéralisme fonctionne dans des zones particulières, l'Organisation Mondiale de la Santé pour prendre cet exemple, dans une certaine mesure à l'OMC même s'il y a beaucoup de batailles sous-jacentes et que par ailleurs, il y a avec les Nations Unies un embryon et toute la lutte qui a été menée pour savoir dans quelle mesure l'intervention américaine en Irak était uniquement sui generis ou était intégrée dans une déclaration des Nations Unies, est assez symptomatique sur ce point. Le Congrès américain est très hostile évidemment à tout ce qui limite la possibilité d'action des Etats-Unis et on le comprend. Mais déjà le gouvernement américain est obligé quand même de tenir compte des phénomènes de ce genre. Donc il y a des noyaux, des éléments de multilatéralisme, il y a également le G8 même si le G8 ne prend pas des décisions dans tous les domaines, qui donc naissent et se développent. Alors ce que l'on peut penser, c'est que s'il y a un rééquilibrage des puissances des différentes zones mondiales, puisqu'on voit bien que très probablement en 2030, au moins en parité de pouvoir d'achat, le PIB de la Chine sera sensiblement supérieur au PIB des Etats-Unis - je ne dis pas que les puissances relatives seront la stricte conséquence des PIB – l'expérience montre que dans certains domaines, il faut 50 à 70 ans de décalage : la livre a été la grande monnaie mondiale bien après que la Grande-Bretagne eût cessé d'être la première puissance industrielle. Mais enfin des phénomènes de ce genre peuvent jouer et donc je crois que l'on va assister à des concurrences entre ces deux formes d'organisation et naturellement, comme le disent certains de nos amis américains, les pays en position faible ont tendance à pousser le multilatéralisme tandis que les pays en position forte sont évidemment en faveur de ce qui maximise la liberté d'action de ces pays les plus puissants.

Thierry de Montbrial :

Je voudrais répondre à cette question sous un angle un peu différent, puisque vous avez explicitement fait mention à *Paix et guerre entre les nations* et à la conception de Raymond Aron du système international. Raymond Aron publiait à une époque où la théorie des systèmes était en vogue ; le thème système-structure, système-structure économique, était d'ailleurs par exemple, l'un des piliers de l'enseignement des facultés de sciences économiques en France. La notion de système est une notion extrêmement précise. Qu'on le veuille ou non, c'est une notion mathématique qui met en jeu des pôles et des formes d'interaction. Aron acceptait la définition du système international comme étant, en somme, le jeu des interactions entre des Etats souverains et ces Etats souverains étaient personnifiés par deux figures : celle du soldat et celle du diplomate, le soldat incarnant l'Etat dans sa fonction militaire, la guerre, et le diplomate incarnant l'Etat dans sa fonction diplomatique. La mondialisation a engendré des difficultés de plus en plus grandes pour l'utilisation d'un tel concept et on a abouti aujourd'hui en France, avec ce que l'on appelle un peu pompeusement la « nouvelle théorie des relations internationales », à une sorte d'excès inverse qui consiste à envisager les relations internationales comme une sorte de sociologie générale des relations internationales où celles-ci deviennent l'interaction entre tout et tout, ce qui n'est pas très constructif. Personnellement, dans mon livre *L'Action et le système du monde*, je contourne la difficulté en posant comme préalable que le système international n'existe pas. Ce qui existe, ce sont des problèmes internationaux. Il faut partir de manière relativement pragmatique en se posant certaines questions comme par exemple, la navigation sur le Danube, la régulation des armes nucléaires,...qui mettent notamment aux prises un certain nombre d'unités politiques, donc des unités actives souveraines. J'appelle alors problème international le fonctionnement de l'ensemble des unités politiques des unités actives concernées par un problème particulier. Naturellement il faudrait élaborer davantage. Mais avec cette approche, la notion de système international devient une figure de style, commode. On peut dire si l'on veut que le système international est l'ensemble des problèmes internationaux. Nous n'avons n'a pas le temps d'élaborer et pour conclure, je crois qu'il faut trouver conceptuellement une figure intermédiaire entre l'ancienne figure du système international - celle d'Aron qui était la plus pertinente, la plus utile à l'époque et qui est toujours reprise aujourd'hui d'ailleurs par ce qu'on appelle les néo-réalistes américains - et la sociologie des relations internationales qui est trop large et comme tout ce qui embrasse tout, inutilisable. Donc il faut arriver à trouver une situation intermédiaire et la question que vous posez est évidemment une question fondamentale.

Jean-Claude Casanova : Il y a d'autres questions ?

Pierre Hassner :

Ce n'est pas une question. Je voudrais juste, si on a le temps, faire une remarque en réponse à la question posée par M. Izraelewicz à la fin. Pour essayer de lever un malentendu dont Aron est un petit peu responsable, mais c'est un malentendu quand même. A propos de deux notions, la fin des idéologies et la convergence, qu'on a vues ce matin dans l'échange entre Alain Besançon et Claude Lefort. Fin des idéologies, Aron était très prudent. Il disait fin de l'âge idéologique ? Et il finissait

L'Opium des intellectuels en disant : les hommes ne manqueront jamais d'occasions de s'entretuer mais souhaitons la venue des sceptiques s'ils peuvent éteindre le fanatisme. Donc il pensait qu'après le fanatisme, il y aurait une période d'accalmie idéologique, il ne pensait pas qu'il n'y aurait plus d'idéologies. Et quant à l'idéologie du marché, effectivement, il y a un grand article sur Hayek sur la définition libérale de la liberté, où tout en étant un libéral empirique, il était contre le dogmatisme du marché.

Alors deuxièmement, sur l'autre question de la convergence. De même il a [inaudible] parce que, avec 55-56 on parlait des taux de croissance soviétiques, il a d'ailleurs été l'un de ceux qui ont le plus dégonflé cela, des gens très respectables comme Alfred Sauvy ou Lauré pensaient que l'Union soviétique allait dépasser [inaudible] l'Occident, il avait été très contre ça, mais quand même il pensait que sur le plan économique, il y aurait un rapprochement. Et ça c'était la première partie. Et éternellement ce malentendu parce qu'il a écrit d'abord les *18 Leçons sur la société industrielle*, la suite c'était *La Lutte de classes* c'est-à-dire l'aspect social, et troisièmement *Démocratie et totalitarisme*. Si la base se rapprochait, plus on se rapprochait de l'analyse sociale et des régimes politiques, plus on voyait la différence entre les deux. Et donc, il n'était pas du tout pour, comme l'était ??? ou Duverger ou beaucoup de gens respectables, il ne pensait pas [.....] qui était pour lui l'essentiel.

Enfin, dernier point : est-ce qu'il peut y avoir en effet un capitalisme sans liberté, un marché sans liberté politique ? C'était très discuté à l'époque et effectivement, je ne crois pas qu'il ait employé cette formule, mais je pense qu'il aurait été d'accord, c'est qu'on a vu beaucoup de fois des marchés sans liberté, on n'a jamais vu de liberté sans marché. [inaudible] Donc le marché était une condition nécessaire et non pas une condition suffisante de la liberté politique.

Jacques Lesourne :

Sur cette question des relations entre la démocratie et le marché, je me demande s'il n'y a pas trois phases. Je me méfie beaucoup des lois en matière de sociologie, parce qu'elles sont à peu près toutes fausses. Mais on a des cas, dans des pays de faible développement, dans lesquels le développement de la démocratie ne facilite pas le décollage économique, dans la mesure où les faiblesses des partis, la faiblesse du pouvoir politique ne créent pas des conditions de stabilité nécessaires pour les entrepreneurs et les investisseurs. Alors on a de ce fait des cas où le régime totalitaire, l'Espagne de Franco, le Chili de Pinochet, la Chine post-Mao Tsé-Toung a facilité l'émergence des économies de marché. Ensuite la deuxième hypothèse, c'est que le développement de l'économie de marché suppose une autre utilisation des ressources humaines et l'émergence de classes intermédiaires qui vont être les supports d'une revendication démocratique, et à ce moment-là, marché et démocratie vont d'une certaine manière aller de paire. La question que je me pose et qui n'est pas également politiquement correcte, c'est de me demander si à un certain niveau de développement de la démocratie où les règles sont multipliées parce que les groupes de pression s'amplifient et sont très nombreux, on n'arrive pas à une situation où de nouveau la démocratie dans des sociétés très développées est hostile au bon fonctionnement des marchés et réduit très sensiblement les perspectives de croissance économique. Mais c'est une idée sulfureuse.

Thierry de Montbrial :

Je voudrais abonder dans ce sens, car mon interrogation c'est l'Inde et la Chine. L'Inde, la plus vieille démocratie du monde et la Chine, le plus vieux régime autoritaire. Si vous faites un parallèle sur la performance économique et le développement de l'économie de marché, la Chine va beaucoup plus vite, l'illettrisme en Inde est massif, etc. C'est une interrogation.

[Erik Izraelewicz] **Propos tenus par Th de Montbrial** à relier au § précédent.

Pour être politiquement incorrect, je crois que la Chine est beaucoup moins non démocratique qu'on ne le dit et que l'Inde est beaucoup moins démocratique qu'on ne le dit. Si on accepte une autre distinction entre superstructure et infrastructure, je crois que cela s'applique particulièrement dans le cas de l'Inde, et je voudrais rappeler aussi que la première question sur l'Inde est l'improbabilité de son existence en tant qu'Etat. Je rappelle par exemple qu'il y a au moins 20 langues, il y a des centaines de langues distinctes mais contrairement à ce que l'on dit la plupart des Indiens ne parlent pas l'anglais, n'ont pas de langue commune, etc. Et ce qui tient l'Inde, c'est en particulier l'existence d'une bureaucratie héritée du British Raj, laquelle en même temps freine sa croissance, et l'empêche d'atteindre des taux de croissance très élevés. Ce sont des remarques très rapides mais c'est pour dire qu'il ne faut pas forcer l'opposition entre l'Inde et la Chine.

Jean-Claude Casanova :

En tout état de cause, sur ce problème marché et démocratie, on peut dire que dans la première phase de l'accumulation primitive, comme on disait autrefois, la démocratie n'est pas nécessaire. Dans la seconde phase, malgré tout, la libre-circulation des personnes, la libre-circulation des idées, l'apparition de la classe moyenne et du droit de propriété rendent difficile le maintien de régimes non démocratiques avec l'expansion. La troisième phase, celle qu'indique Jacques, nous verrons plus tard si la démocratie détruit le marché.

Daniel Cohen :

Juste un mot sur ce point. Il y a un paramètre qui est extrêmement important, qui renvoie un peu à ce que je disais tout à l'heure sur le type de développement créé par les économies de marché sans lequel on ne peut pas comprendre ce qui fait obstacle à ce qu'une économie de marché devienne une démocratie, c'est la question des inégalités. Lorsqu'une économie de marché produit une société inégalitaire, le mariage avec la démocratie devient problématique puisqu'une démocratie c'est toujours la promesse de la réduction des inégalités. Ce qui fait que la Chine aujourd'hui ne peut certainement pas devenir une démocratie, c'est que le développement totalement inégalitaire qu'elle est en train de construire entre la façade pacifique et le reste de l'arrière-pays, c'est absolument ingérable dans le cadre d'une démocratie où les gens de l'arrière-pays pourraient réclamer les mêmes droits que ceux qui sont sur la façade puisque, comme vous savez, il y a des contrats de travail qui sont indispensables, il y a des livrets de personnes qui restreignent la liberté, qui sont un des éléments, non pas un frein, mais un des éléments de la croissance économique. Et de ce point de vue là, une

question très importante qui est soulevée dans beaucoup d'articles, c'est la question de savoir si on regarde aujourd'hui la manière dont par exemple le développement économique se fait en Asie, on constate presque toujours qu'il est égalitaire parce que les conditions de départ l'étaient. Et l'exemple classique est celui de la Corée, de Taïwan, qui après avoir été occupés par le Japon, se sont retrouvés des sociétés très égalitaires parce que les Japonais avaient exproprié les propriétaires locaux qui ont fait qu'on a construit sur une base qui était dès le départ égalitaire et qui a permis de faire que des institutions publiques partagées, propices à la fois à la croissance et à la démocratie, aient été faites. Alors qu'en Amérique latine, on a eu beaucoup plus de difficultés parce que les conditions étaient inégales et on a vu que l'économie par elle-même ne parvenait pas à résoudre ce problème, ce qui fait que la transition a été plus pénible. Un autre point qui est souvent cité est important aussi, c'est que, quand on voit le développement économique, la question de savoir si le basculement dans une société égalitaire ou qu'on peut se représenter comme égalitaire est porté par une économie de marché, est sans cesse contredite par, on va dire pour aller vite, le rôle de minorités très riches dans tous les pays en voie de développement aujourd'hui, qui crée un cocktail toujours explosif lorsqu'on passe à une société démocratique. On raconte toujours l'exemple des Libanais en Afrique, l'exemple des Chinois en Indonésie, qui font que, en réalité, loin d'hâter le sentiment d'appartenir à un monde commun, le développement économique renforce au contraire le sentiment d'une altérité. Et c'est cela la question fondamentale. Il y a des forces qui, naturellement, font que, on voit bien ce que vous disiez Jean-Claude, la liberté des personnes, la liberté de circulation de l'information sont évidemment des conditions qui mènent à la démocratie mais ce qui fait que ici et maintenant le basculement se fait ou pas, c'est la question de savoir si le détour par une société qui peut se représenter comme égalitaire est possible ou pas. Et c'est ça qui est toujours une question, et à laquelle l'économie ne donne pas de réponse spontanée qui serait : mais bien sûr un développement économique conduit toujours à une égalité des conditions et donc à un développement démocratique possible.

Jean-Claude Casanova :

Je comprends tout à fait votre raisonnement mais juste un mot pour conclure. Ajoutez-y le calcul politique. Parce que, si l'on réfléchit sur le XIXe siècle européen ou américain, il y a eu un débat entre ceux qui disaient il ne faut pas le suffrage universel parce qu'il y a des inégalités, il faut attendre, et ceux qui disaient au contraire il y a des inégalités mais il faut avancer le suffrage universel, le suffrage universel c'est-à-dire la démocratie étant la compensation des inégalités et ce qui permet de fonctionner à la fois avec les inégalités et le progrès démocratique. Autrement dit, il y a eu une intelligence politique dans le XIXe siècle européen et dans le XIXe siècle américain, on n'a pas eu peur de la démocratie malgré les inégalités en sachant que l'égalité politique et civique serait une compensation aux inégalités économiques qui, sans cela, créeraient tout simplement la révolution.

Daniel Cohen :

Oui, mais dans cette séquence-là, c'est toujours un risque. Alors qu'en Asie, quand on regarde justement la Corée qui est donnée en exemple, ce risque n'existait pas car c'était une société

égalitaire. Donc bien sûr c'est un pari, mais c'est un pari risqué et c'est ça qui peut freiner le passage de l'un à l'autre, indépendamment de ce que l'on peut penser de l'harmonie de long terme de l'un avec l'autre.

Jean-Claude Casanova :

C'est le propre de la politique. Merci, je crois que nous sommes à peu près dans les délais.